

CIRCONSCRIPTION NORD

MIKHAËL SAIFY

« LA LOI MAYOTTE TELLE QU'ELLE EST PRÉSENTÉE NE COMBAT PAS LE BON ENNEMI MAIS NOUS DIVISE »

MIKHAËL SAIFY EST LE CANDIDAT LUTTE OUVRIÈRE DANS LA PREMIÈRE CIRCONSCRIPTION DE MAYOTTE POUR LES ÉLECTIONS LÉGISLATIVES ANTICIPÉES DES 30 JUIN ET 7 JUILLET. LE JURISTE DE PROFESSION, MILITANT DEPUIS DIX ANS À LUTTE OUVRIÈRE, EST POUR LA PREMIÈRE FOIS CANDIDAT À UNE ÉLECTION.



Mikhaël Saify est le candidat de Lutte Ouvrière, il estime que l'immigration irrégulière ne disparaîtra pas malgré les moyens engagés : "On peut mettre tous les barbelés possibles, les technologies militaires les plus innovantes pour repérer les traversées, les gens continueront à se déplacer."

Si vous étiez député, qu'est-ce que vous feriez pour...

Limiter l'immigration irrégulière ?

Mikhaël Saify : Je ne limiterai pas l'immigration irrégulière, je suis pour la liberté de circulation absolue de tous, peu importe les zones du monde. C'est totalement anachronique et vain d'empêcher des gens qui sont dans des états de souffrance et de misère de quitter leur territoire. D'ailleurs, beaucoup d'entre eux sont prêts

à mourir. Entre Mayotte et les Comores, des milliers de personnes sont mortes depuis le visa Balladur. Malgré tout, les gens continuent à traverser. On peut mettre tous les barbelés possibles, les technologies militaires les plus innovantes pour repérer les traversées, les gens continueront à se déplacer. C'est logique parce que la production étant mondialisée, des îlots de prospérité au milieu d'un continent africain totalement ravagé, cela attire.

Renforcer la sécurité ?

M.S : Je pense que si des gens ont des comportements violents, c'est parce qu'ils évoluent eux-mêmes dans un environnement qui l'est. Moi je ne suis pas hors sol, j'habite à Mtsangadoua et je travaille à Mamoudzou. Je fais ce trajet tous les jours en scooter, parfois je suis en danger. J'ai été attaqué, mes proches aussi. Je pense que les personnes qui agressent, qui caillassent, qui peuvent tuer ont un terreau fertile à la violence. S'ils vivent dans des bidonvilles et qu'ils n'ont pas d'eau, pas de nourriture, s'ils se font traquer par la police, non pas pour ce qu'ils ont fait mais pour ce qu'ils sont, comment peuvent-ils être apaisés ? Pour assurer la sécurité, une procédure pénale existe, c'est très simple à mettre en place mais cela nécessite des moyens. Comme dans les autres domaines, nous n'en avons pas. Notre sécurité est défaillante à Mayotte, au même titre que la qualité des services publics : école,

santé, loisirs, nous n'avons rien. Tout cela est un terreau très fertile pour la violence.

Garantir une eau quotidienne ?

M.S : La problématique de l'eau à Mayotte ne date pas d'hier, depuis les années 1990, il en manque. La France sait produire de l'eau. Aucune région en France, à part dans les départements et régions d'outre-mer, manque d'eau. Ce qui pose problème pour l'eau, c'est que ce sont les grands groupes capitalistes qui font la pluie et le beau temps et qui n'en ont strictement rien à faire qu'on ait de l'eau ou pas. La Société mahoraise des Eaux (SMAE) qui est une filiale de Vinci a empoché. On a eu de l'eau 18 heures sur trois jours et on a eu des factures exorbitantes à plusieurs centaines d'euros pour 18 heures d'eau sur trois jours. Cela on ne peut pas l'accepter. La seule chose qui fait qu'on pourrait en avoir, c'est la mobilisation. Le fait qu'on se réveille et qu'on lutte. Les travailleurs qui produisent l'eau pourraient prendre le contrôle des entreprises.

Faire aboutir une loi Mayotte ?

M.S : Je comprends que la population ait beaucoup d'attentes et qu'ils veulent du changement. Je comprends que les Mahorais ne veulent pas dépenser 800 € dans le caddie pour leurs courses, alors que le salaire minimum est à 1.334 € brut. Je suis juriste et j'applique les Codes. Peu importe les codes qu'on utilise, il existe toujours des dérogations pour Mayotte et elles sont toujours en notre défaveur. Je suis très méfiant quand on parle d'une loi Mayotte. Par ailleurs, la mesure phare est là encore une dérogation, la dérogation au droit du sol. Une mesure qui va encore diviser la classe des travailleurs. Cela va permettre à certains de pointer du doigt un bouc émissaire, celui qui vient ici pour avoir la nationalité et qui prend toutes nos richesses. La loi Mayotte telle qu'elle est présentée, ne combat pas le bon ennemi. Elle nous divise, elle insulte notre intelligence, elle souille notre humanité, elle ne défend pas nos intérêts. Nos intérêts, c'est uniquement la lutte de classes.

Améliorer l'attractivité du territoire ?

M.S : Si les gens n'ont pas nécessairement envie de venir à Mayotte, c'est parce qu'il n'y a pas d'eau, c'est parce qu'on a du mal à scolariser la totalité des enfants. C'est parce que si on a un problème de santé, on va poireauter toute une journée au Centre hospitalier de Mayotte et peut-être qu'on ne sera pas pris en charge. Si on a un problème d'attractivité à Mayotte, c'est parce qu'on a un chômage endémique et on n'a pas le contrôle sur la production. À Mayotte, nous n'avons que notre force de travail et nous pouvons seulement la mettre au service des capitalistes qui nous exploitent. C'est

contre tous ces gens qu'il faut se battre pour que le territoire soit plus attractif. Ce que l'on demande c'est que les gens vivent dignement de leur travail.

Préserver l'environnement ?

M.S : Mayotte est un endroit significatif pour les déchets parce qu'ils ne disparaissent pas, ils sont partout à nos pieds. On les voit sur la plage, dans les rues. Sur l'environnement, la problématique ce n'est pas l'être humain, ce n'est pas le consommateur, c'est le mode de production. Par exemple, un capitaliste peut vendre son Coca dans une bouteille en plastique plutôt qu'une bouteille en verre parce que cela lui coûte moins cher, peu importe si cela vient ensuite souiller les plages du tiers-monde. Tant qu'on ne mettra pas fin à cette logique capitaliste qui gaspille et qui pollue, il n'y aura pas de solution.

Développer quelles infrastructures ?

M.S : Il faut développer le réseau d'eau, développer les routes, les usines pour éliminer les déchets, construire suffisamment d'écoles. Il faudrait développer les infrastructures de loisirs. Il faut développer le logement parce que des personnes vivent dans des bidonvilles. Il faudrait tout développer, on est dans une situation de sous-développement qui ne peut pas avoir d'autres réponses que celle-là.

Arriver à la convergence sociale ?

M.S : À Mayotte, on est discriminés et méprisés au point que le salaire minimum est inférieur à la métropole alors que la vie est plus chère ici. Cela n'a été modifié par aucun gouvernement, ni aucun député. Cela se décline dans toutes les autres prestations. À Mayotte, le revenu de solidarité active (RSA) est de 317 € contre 635 € en métropole. Les pensions sont aussi plus basses ici. La convergence est donc nécessaire mais elle est insuffisante. Nous, il faut qu'on lutte pour imposer une augmentation des pensions, des allocations et des salaires. Pour que l'on puisse vivre dignement, la moindre des choses serait de les indexer aux prix. ■

Biographie de Mikhaël Saify

Mikhaël Saify, 36 ans, habite Mtsangadoua dans la commune d'Acoua, il milite depuis une dizaine d'années au sein de Lutte Ouvrière. "Je fais partie d'un parti qui n'attend pas les élections pour changer le sort des travailleurs. Je crois au militantisme sur le terrain là où tout se passe et notamment sur les lieux de travail", explique-t-il. Né à Montpellier, il déménage à La Réunion pour ses études de droit avant de s'installer à Mayotte il y a quatre ans. Actuellement, juriste au rectorat, par le passé il a multiplié les petits boulots en tant que salarié pour McDonald's ou comme manutentionnaire entre autres.

Ils sont aussi candidats dans la première circonscription de Mayotte :

Estelle Youssouffa (Sans étiquette), Saïd Kambi (Sans étiquette), Aurélia Maillard (Reconquête)